

## Algérie, 1962-1965 - A contre-courant

*Martine Timsit-Berthier évoque les premières années de l'indépendance : d'immenses espoirs, puis des désillusions. Elle en garde cependant un souvenir heureux.*

En mai 1962, alors que vers l'aéroport d'Alger s'allonge une file interminable de voitures chargées de milliers de personnes qui se retirent de l'Algérie française, un des premiers avions de médecins atterrit au Rocher Noir, où siège l'Exécutif provisoire de la future Algérie indépendante. Période étrange où se croisent deux histoires, l'une en train de s'éteindre et l'autre en train de naître.

Avec mon mari, M. Meyer Timsit, médecin lui aussi, j'étais dans cet avion. Nous répondions à l'appel des réseaux français du FLN<sup>1</sup> qui s'inquiétaient de l'exode massif des médecins français. Avec nous se trouvaient des médecins progressistes français qui avait pris fait et cause pour l'indépendance de l'Algérie, mais aussi un grand nombre de médecins algériens. La plupart d'entre eux avait connu les prisons françaises et venaient de bénéficier des mesures d'amnistie prévues par les accords d'Évian<sup>2</sup>. Ainsi, pour les uns, c'était un geste de solidarité, pour les autres, un retour au pays. Nous étions tous joyeux à l'idée de l'indépendance prochaine et de la construction d'une Algérie nouvelle, démocratique et progressiste.

Le récit de cette aventure, cinquante ans plus tard, peut sembler surréaliste. Mais il ne faut pas oublier le contexte de ces événements ! Nous étions jeunes, entre 20 et 40 ans. Certains d'entre nous avaient passé des années en prison pour leur lutte en faveur de l'Algérie indépendante. Et nous étions engagés, corps et âme, dans cette cause qui nous semblait à la fois juste, légitime et pleine de promesses d'avenir.

### Dans la Casbah

Dès notre arrivée au Rocher Noir, nous sommes pris en charge par des soldats algériens, et amenés à vive allure à Alger. Nous traversons la partie basse de la ville qui semble abandonnée, avec des monceaux d'ordures çà et là, des magasins fermés et de rares piétons qui marchent rapidement le long des murs. Notre jeep est brusquement arrêtée par des militaires français à la fois effrayés et menaçants. Mais les soldats algériens montrent des papiers et nous pouvons repartir. Tout me paraît incohérent et chaotique.

Nous arrivons ensuite à la Rampe Vallée, large route qui monte vers la colline de la Casbah et qui constitue une véritable frontière entre la partie basse de la ville, domaine de l'OAS<sup>3</sup> et sa partie haute, administrée par la Zone Autonome du FLN. Plus nous approchons de la Casbah, plus la ville s'anime. Les rues sont propres, les magasins regorgent de fruits et de légumes ; une foule bruyante se presse sur les trottoirs. La jeep se dirige alors vers l'hôpital d'El Kettar où mon mari a pratiqué plusieurs années en tant que chef de clinique. Dès son arrivée, il est reconnu par d'anciens infirmiers et accueilli avec enthousiasme. Sans prendre le temps de nous installer, nous nous mettons au travail. Il faut dire qu'El Kettar était à ce moment le seul hôpital qui restait en activité dans toute cette région de l'Algérois, car le grand hôpital Mustapha, situé dans la ville française, était interdit à la population musulmane du fait des menaces de l'OAS.

Nous sommes restés un mois et demi dans la Casbah. Coupés de tout, nous passons notre temps à faire des visites dans les salles de l'hôpital, des consultations aux urgences et dans des dispensaires de la Casbah. Les heures de travail ne se comptaient pas, ni pour nous, médecins, ni pour

<sup>1</sup> Front de Libération Nationale algérienne ayant mené la guerre de libération contre la France.

<sup>2</sup> Accord du 19 Mars 1962 qui mettait fin à la guerre d'Algérie et permettait son accession à l'Indépendance

<sup>3</sup> Organisation de l'Armée secrète : organisation française politico-militaire clandestine, partisane de l'Algérie française, en rébellion contre le gouvernement français.

les infirmiers. Personne n'était payé. La plupart d'entre nous dormions à l'hôpital, dans des chambres de garde sommairement aménagées, et nous mangions au mess quand nous avions le temps.

De cette époque, je garde pourtant un souvenir d'enchantement. Originaire de Bône (Annaba), je ne connaissais pas la Casbah d'Alger et j'admirais ses dédales de rue, ses escaliers et cette atmosphère parfumée où flottaient des odeurs d'épices et de viandes grillées. À l'approche du 1er juillet 1962, jour des élections qui devaient amener l'indépendance de l'Algérie, les maisons, petit à petit, se recouvraient d'une peinture blanche, étincelante. On voyait éclore sur les terrasses de grands drapeaux algériens, vert et blanc, qui flottaient joyeusement au vent. Partout, dans les rues, des hauts parleurs diffusaient les chants révolutionnaires qui, jusque là, étaient murmurés en cachette. Les gens me paraissaient heureux, légers, souriants. Et pourtant, ce quartier était complètement isolé des quartiers administratifs et commerciaux d'Alger et de son port. Nous n'avions aucune nouvelle de la France et du reste du monde. Les rumeurs les plus folles circulaient : la bibliothèque de l'Université brûlait ! Les malades algériens étaient enfermés, vivants, dans des chambres froides à l'hôpital Mustapha ! La Mairie était détruite. Il y avait souvent des bruits d'explosions mais nous ne savions rien de leur origine. Je me souviens d'un soir où j'ai brusquement entendu des balles de mitraillette siffler à mes oreilles alors que je traversais la cour de l'hôpital. C'était des tirs qui provenaient de la caserne d'Orléans, située plus bas. Pourquoi ? Pour qui ? Comment le savoir ?

### **L'Algérie nouvelle**

Avec nos collègues médecins et des étudiants en médecine, le soir, dans la salle de garde, nous discutons sans fin de ce que serait l'Algérie nouvelle. Nous rêvions : ce serait le phare de l'Afrique, l'espoir des « damnés de la terre ». Nous parlions de la future organisation de la médecine après l'indépendance. Devait-elle continuer à être gratuite, comme elle l'était à ce moment ? Déjà des antagonismes apparaissaient entre ceux qui voulaient une médecine libérale et ceux qui plaidaient pour une médecine fonctionnarisée. On prenait plaisir à se disputer et on ne parlait que de l'avenir !

Pourtant, le présent était difficile. Les médicaments nécessaires aux malades chroniques ne nous parvenaient plus et l'on voyait les diabétiques sombrer dans le coma, les asthmatiques déclencher des états de mal. Il fallait faire des choix douloureux dans nos prescriptions. Et je me souviens encore de la visite bouleversante faite dans un appartement de deux ou trois pièces, gardées par des Moudjahidines déconcertés, où se traînaient par terre, misérables, une bonne vingtaine d'hommes à moitié nus, décharnés, mal rasés, en sueur, gémissant et pleurant. C'étaient des toxicomanes de la ville, privés de leur drogue habituelle du fait de la rupture de contact avec le port ; ils nous suppliaient de leur fournir de la morphine pour soulager leur souffrance : « Nous sommes de vrais malades. C'est nous qui devons être soignés en priorité ». Bien des fois, durant ma vie professionnelle ultérieure, je me suis souvenue de leur détresse profonde et de leurs cris... Malgré la dureté du quotidien, nous étions confiants et heureux, satisfaits de pouvoir être utiles et certains que le cauchemar de la guerre touchait à sa fin.

### **Des épisodes grinçants**

Je me souviens, cependant, de plusieurs épisodes, plus ou moins grinçants dont nous ne voulions pas comprendre la gravité, tant nous étions euphoriques et exaltés. À la fin du mois de juin, des soldats nous amènent un homme, en blouse blanche, qu'ils venaient de surprendre, dans la partie haute de l'hôpital, en train de travailler dans son laboratoire. Mon souvenir est assez flou mais il me reste en mémoire son expression franche et souriante et son étonnement d'être ainsi arrêté alors qu'il venait reprendre avec un plaisir manifeste des recherches abandonnées à contre cœur. Il nous annonça avec une tranquille assurance qu'il reprenait son travail en vertu de l'accord Susini-FLN.<sup>4</sup> L'éclat de rire suscité par cette déclaration a semblé le déconcerter et c'est avec tristesse qu'il a dû quitter l'hôpital sur ordre des responsables militaires.

---

<sup>4</sup> Susini était un chef de l'OAS.

Une autre fois, alors que nous prenions un peu de repos aux heures les plus chaudes de la journée, nous entendons des cris dans la cour. Nous sortons et découvrons, avec stupéfaction, notre jeune collègue et sa femme, étudiants en médecine algériens à la Faculté de Strasbourg, livides, le dos au mur, braqués par des soldats de l'ALN<sup>5</sup>. Fort heureusement, le commandant de cette patrouille était un ami de mon mari et les retrouvailles et embrassades mirent fin immédiatement à cette scène grotesque et absurde. Que s'était-il passé ? Le docteur Hihhi et sa compagne, remis de leur émotion, nous ont raconté qu'ils étaient en train d'examiner un malade dans la salle d'urgence, quand une jeune femme exaltée, en tenue kaki, poussant devant elle un brancard, est venue brutalement les interrompre, en les pressant de s'occuper immédiatement du patient qu'elle amenait. Formés dans la rigueur de la médecine alsacienne, ils l'ont priée de sortir et d'attendre son tour. Celle-ci y a vu une humiliation et une attitude contre révolutionnaire et elle en a tiré immédiatement les conséquences que l'on sait. Que serait-il advenu sans notre intervention ? Rien de tragique, je le pense, mais les deux jeunes étudiants sont vite repartis en France. Sont-ils un jour revenus ?

Le dernier épisode que j'évoquerai est beaucoup plus dramatique et il annonce, hélas, bien des luttes fratricides. Vers la fin du mois de juin, nous recevons une visite ! C'était exceptionnel dans ce climat de travail intense et nous entourons avec curiosité et bienveillance nos visiteurs. Il s'agit de responsables de la Zone Autonome et d'un commandant de l'ALN qui connaît bien mon mari. On reste quelque temps à bavarder, dans la cour de l'hôpital, à s'enquérir des nouvelles du monde, de l'évolution politique du pays, de l'indépendance toute proche. On fait des projets. Puis la voiture repart, embarquant avec elle Assia, la très jeune assistante sociale qui travaillait avec nous depuis des semaines et une collègue française, Anne Leduc, qui avait l'intention de visiter une clinique psychiatrique, située sur une autre colline d'Alger. Quelques minutes plus tard, en bas de la Rampe Vallée, la voiture est arrêtée par un barrage, le commandant Si Mohamed tué à bout portant, Anne Leduc gravement blessée au bras et Assia enlevée. Nous n'avons pas été immédiatement au courant de cet attentat et, enfermés dans l'univers clos de la Casbah, nous n'avons reçu que peu d'informations à son sujet ! Bien plus tard, nous avons appris qu'il s'agissait d'un règlement de compte entre Zone Autonome et Willaya IV<sup>6</sup>...

### **Les fêtes de l'Indépendance**

Pour nous, enfermés depuis des semaines dans la Casbah, les fêtes de l'Indépendance ont commencé lorsque nous avons vu pénétrer timidement, dans le quartier de Bâb el Oued que nous dominions, un camion chargé de jeunes gens silencieux, déployant un grand drapeau vert et blanc. C'était faire preuve d'un courage exceptionnel car, depuis des mois, l'OAS menaçait de mort tout Algérien qui voulait s'introduire dans ce quartier. Ce camion a sillonné tout d'abord sans bruit les différentes rues, faisant des tours et des détours, comme pour tester une nouvelle réalité. Il a été rejoint par un deuxième camion, puis par un troisième, et bientôt c'est tout ce quartier qui s'est vu envahi par un défilé ininterrompu de véhicules chargés de jeunes gens jouant de la Darbouka, de femmes faisant des You-You, d'enfants chantant à tue tête. La Casbah tout entière s'est embrasée. Les gens marchaient, chantaient, dansaient au rythme des chants patriotiques et des You-Yous. Des centaines de camions, de camionnettes, surgis d'on ne sait où, se sont chargés de personnes et de drapeaux et se sont dirigés vers les quartiers français. Partout, c'était une explosion de joie avec une immense clameur qui montait vers le ciel : « Yaya Djezaïr ! Yaya Djezaïr !<sup>7</sup> ». Des percussions de toute sorte scandaient sans fin les deux temps longs et les trois temps brefs de ce slogan, et elles s'entremêlaient par moment pour former des rythmes endiablés qui faisaient danser la foule. Nous nous sommes laissés entraîner dans cet immense flot humain et, à notre tour, nous sommes montés sur un camion et nous avons crié notre joie. Dans les grandes artères d'Alger, il y avait des gens sur quelques balcons qui regardaient ce spectacle plein d'exubérance et de joie. Certains d'entre eux sont venus nous rejoindre pour participer à la fête.

<sup>5</sup> Armée de Libération Nationale algérienne.

<sup>6</sup> Organisation de la zone militaire algérienne autour d'Alger.

<sup>7</sup> Vive l'Algérie

Je ne me souviens pas avoir vu, parmi la foule, un quelconque service d'ordre, français ou algérien. Comment aurait-il pu y en avoir un, d'ailleurs, puisque ces manifestations n'avaient été ni prévues, ni organisées, et qu'elles traduisaient la spontanéité, l'énergie et l'inventivité du peuple d'Alger. Certes, j'ai appris par la suite que dans d'autres villes d'Algérie, les fêtes de l'indépendance ont donné lieu à des violences et à des massacres interethniques. Mais je peux témoigner qu'à Alger, lors ces premiers jours de juillet 1962, l'ambiance était fraternelle, joyeuse, exaltante, et j'en garde un souvenir impérissable. Nous avons cru, pendant 7 ans, envers et contre tout, en la possibilité de l'indépendance de l'Algérie et elle était devenue une réalité.

### **Quelques années d'utopie**

Je suis restée en Algérie avec ma famille jusqu'en juin 1965. Durant ces trois années, la vie a été si intense, les événements quotidiens si nombreux, les passions si enflammées que j'ai l'impression d'y avoir passé toute une vie, une vie autre, en tout point différente de celle que j'allais mener par la suite. Pour en raconter quelques épisodes, il faut tenir compte du contexte politique et social de ces premières années d'indépendance. En juillet 1962, il n'y avait plus d'Etat, plus d'administration, donc plus de lois, plus de règlements, plus de statuts. Plus de salaires non plus. Nous n'avons pas été rémunérés pendant des mois, de même que le personnel infirmier. Et pourtant, nous étions tous acharnés à travailler, nuit et jour, car il fallait faire face à l'urgence de la situation et relever le défi de cette indépendance, si chèrement acquise, mais qui se traduisait, concrètement, du moins à Alger, par un immense vide. En effet, on a beaucoup parlé des « biens vacants » laissés par la population française d'Algérie qui avait tout perdu, mais on ne réalise pas assez que les postes de travail étaient aussi vacants, et que la plupart des médecins, des pharmaciens, des infirmiers, des instituteurs, des professeurs de lycée et d'université, en partant, laissaient dans le désarroi la population algéroise.

Ce que j'ai vécu en Algérie durant ces trois premières années de l'indépendance éveille en moi des sentiments contradictoires emprunts à la fois d'allégresse et de désenchantement. Certes, avec les amis qui partageaient le même idéal, nous n'avons pas su construire le pays que nous espérions ! Et nous avons vécu ces années-là dans l'utopie. Mais n'est-ce pas, en fin de compte, une chance immense que d'avoir pu vivre quelques années d'utopie ? Tout d'abord, cette expérience algérienne m'a permis de prendre conscience des immenses capacités d'imagination et de créativité dont sont capables les êtres humains lorsqu'ils sont confrontés à de réelles difficultés et à une volonté commune de les surmonter. Cette conscience s'est développée au cours de ma pratique de médecin psychiatre dans une clinique privée, située sur les hauteurs d'Alger et restée sans médecin pendant plusieurs semaines, malgré la présence d'une soixantaine de malades hospitalisés.

Avec 50 ans de recul, je me pose les questions « administratives » qu'on pourrait se poser de nos jours : pourquoi être allée là-bas ? Qui nous y a affectés ? Avec quelles garanties ? A cette époque, ce type de questions ne nous effleurait même pas tant la situation était préoccupante et les demandes médicales impérieuses. Il faut dire qu'après la jubilation des fêtes de l'indépendance et la perte soudaine de toutes les références, nous avons été confrontés à l'éclosion de très nombreuses bouffées délirantes qui nous posaient d'incessants problèmes d'urgence. Comment prendre en charge ces patients, les hospitaliser, les soigner ? Comment assumer l'absence fréquente de médicaments ? Comment vivre sans salaire ? Comment nourrir tout ce monde, soignants, soignés et autres ? De façon étonnante, ces problèmes majeurs finissaient par trouver une solution grâce à une « démocratie directe » instaurée spontanément entre infirmiers, médecins et nouveaux intendants de la clinique. Les décisions, prises lors de réunions communes, parfois longues et orageuses, étaient finalement appliquées et respectées. De nouveaux infirmiers ont été embauchés. Des cours de formation ont été donnés chaque jour. Des gardes ont pu être organisées, nuit et jour, grâce à l'arrivée de médecins portugais qui fuyaient la guerre coloniale en Angola. La nationalisation de cette clinique privée a été décidée après plusieurs mois de fonctionnement, ainsi que son rattachement à l'Hôpital Mustapha, de l'Assistance Publique. Les infirmiers ont suggéré son nom : Hôpital Drid Hocine, en mémoire d'un ancien infirmier abattu par l'OAS devant la grille de l'établissement. Ironie tragique ! 31 ans plus tard,

en 1993, le médecin-chef de cet hôpital, revenu en Algérie en 1967, le docteur Boucebci, était abattu de la même façon, mais cette fois par le FIS<sup>8</sup> lors d'une nouvelle guerre civile.

### **Vers des chemins dangereux**

Mais cette expérience m'a permis aussi de prendre conscience des difficultés qu'on pouvait rencontrer lorsqu'on se mettait à contre-courant de l'histoire. Certes, entre amis progressistes, on évoquait encore la plateforme du Congrès de la Soummam<sup>9</sup> (1956) où il était écrit : « Les Algériens ne laisseront jamais leur culte de la Patrie, sentiment noble et généreux, dégénérer en un nationalisme chauvin, étroit et aveugle... » Mais en pratique, le contexte politique se modifiait lentement au fil des mois et les sentiments nationalistes étaient peu à peu canalisés vers des chemins dangereux. Tout d'abord, la nouvelle Constitution de l'Algérie « démocratique et populaire » ne donnait automatiquement la nationalité qu'aux Algériens musulmans et il m'a fallu la demander. Puis, lorsque, émergeant de plusieurs mois de travail acharné, avec mon mari, nous avons cherché un logement auprès des nouvelles autorités administratives, nous avons dû tristement constater que tous les appartements d'Alger avaient déjà été distribués à « la classe montante » dont nous ne faisons pas partie et qu'il fallait bien se débrouiller tout seul.

Plus le temps passait, plus je voyais émerger un racisme anti-européen et surtout une attitude « anti femme ». Mon fils se faisait traiter de « sale roumi » à l'école maternelle, et il fallut lui trouver, en guise de « garde du corps », une fillette amie, de religion musulmane, un peu plus âgée que lui, qui restait à ses côtés pour le défendre. Un jour, un servant de salle de l'hôpital, irrité par une de mes remontrances, a convoqué tout le personnel masculin de l'hôpital pour me mettre en accusation, déclarant qu'en tant que femme, je n'avais pas le droit de lui donner des ordres. Personne n'a osé prendre publiquement ma défense ! Enfin, un climat de suspicion généralisée s'est développé progressivement avec des complots, des arrestations arbitraires et, de nouveau, des tortures dans les commissariats. Nous étions une proie facile pour ceux qui prêchaient déjà l'intégrisme et la haine. Ainsi, lors de l'insurrection kabyle de 1964, mon mari a été arrêté pendant deux jours, après dénonciation d'un servant de salle qui trouvait suspects les séminaires qu'il organisait, à l'hôpital, autour d'un test de personnalité utilisant des tâches d'encre (Test de Rorschach) ! Rien de tout cela ne se terminait tragiquement pour nous et nous avions même tendance à en rire ! Nous prenions également à la légère tous les problèmes pratiques : l'ascenseur en panne (nous habitons au 5<sup>e</sup> étage), les coupures d'eau, les magasins vides, les queues sans fin à la poste... C'était la vie quotidienne du peuple d'Alger et nous la partagions. Et lorsque je me promenais dans la ville, j'avais l'impression qu'il y flottait toujours cet air de liberté et de gaieté des premiers jours de l'indépendance.

### **La vie continue ailleurs**

Le réveil a été brutal le 19 juin 1965. La prise du pouvoir par les militaires ne laissait plus de doute sur l'évolution ultérieure du pays. La vie qui n'était pas facile avec un gouvernement civil ne pouvait que devenir pire avec un pouvoir militaire. Aussi, avons-nous décidé de partir. Nous n'avions aucun souci pour la continuité des soins. Certains psychiatres « algériens musulmans », arrivés à leur rythme et à leur convenance après l'indépendance, se pressaient pour occuper des postes désormais convoités. De jeunes médecins, sortis de la Faculté de Médecine, étaient prêts aussi à prendre la relève. Ainsi, ma vie a continué ailleurs. Tout comme ces milliers de « pieds-noirs » que nous avons croisés, sans les regarder, en mai 1962, nous avons vécu durement les premières années d'exil, puis, petit à petit, le souvenir de ces années algériennes s'est estompé et nous nous sommes adaptés.

Évoquer ce passé, cinquante ans après, n'a pas été un exercice facile ! Tout d'abord, j'ai eu du mal à utiliser la première personne du singulier tant l'engagement que j'ai décrit était partagé par de

<sup>8</sup> Front Islamique du Salut, parti de l'opposition algérienne ayant pris les armes contre le pouvoir algérien en 1991.

<sup>9</sup> Acte fondateur de l'état algérien.

nombreuses personnes : par mon mari certes, mais aussi par ses frères, par de nombreux amis, algériens, français, portugais, par beaucoup de ceux ou celles qui ont travaillé à nos côtés et au Ministère de la Santé, par nos jeunes étudiants de médecine et de psychologie. Nous avons tous la même volonté de participer à la construction de ce pays qui venait de sortir de sept ans de guerre. Nous étions jeunes, passionnés, désintéressés et nous avons confiance en l'avenir ! Il est exagéré de déclarer que ce sont là les plus belles années de ma vie, mais, à vrai dire, j'en garde un souvenir heureux. Et ce type de bonheur, qui s'était estompé au fil des ans dans le brouillard de la vie individualiste de nos pays européens, s'est soudain rallumé, l'hiver dernier, à l'annonce des premières manifestations en Tunisie et en Egypte. Malgré moi me reviennent ces vers d'Apollinaire :

« Comme la vie est lente  
« Et comme l'Espérance est violente. »

Martine TIMSIT-BERTHIER [timsit.berthier@wanadoo.fr](mailto:timsit.berthier@wanadoo.fr)